

Avis adopté

Séance plénière du 12 juillet 2023

Consommation durable : favoriser une économie de la sobriété pour passer de la prise de conscience aux actes

Déclaration des groupes Environnement et Nature & Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse & Santé et Citoyenneté & Associations

Comment imaginer qu'il soit possible de maintenir le modèle de consommation et de gaspillage que les pays occidentaux ont imposé à l'ensemble de la planète ?

En 70 ans, l'équivalent d'une couche d'1,5cm de plastique a été rejeté sur l'ensemble de la surface terrestre. En France, 23 millions d'appareils électroniques sont jetés tous les ans et 90% des pannes ne sont pas réparées.

Alors même que nous savons qu'il ne nous est pas possible de recycler à l'infini, peut-on réellement continuer à penser que la question de la réduction de notre consommation ne mérite pas d'être posée ? Pourquoi avons-nous laissé autant d'espace à l'instrument de la fabrique du désir consumériste qu'est la publicité, sans réellement la questionner et la réguler, sans donner de place à ses contradicteurs, aux scientifiques et aux organisations qui alertent depuis tant d'années sur les limites de notre planète ?

Reconstruire notre économie et changer en profondeur nos sociétés, dopées par la surconsommation mais suffocantes de chaleur et de pollutions, n'est plus une option. Face à l'urgence, c'est donc un élan global et massif qu'il nous faut engager. De nouveaux instruments doivent permettre aux citoyens de faire des choix plus éclairés et bénéfiques à leur santé mais aussi de maîtriser leur empreinte sur le climat et leur empreinte écologique.

Tout changement nécessite de la conviction, nourrie par la connaissance, la compréhension et l'appropriation. Cela passe donc par l'éducation et la sensibilisation, par l'accès à une information claire, fiable et accessible à tous les publics.

Mais par-delà la responsabilité individuelle, ces choix sont indissociables des modes de production et des produits qui sont proposés.

A cet égard, les groupes des Associations, Environnement et Nature, Organisations Etudiantes et Mouvement de Jeunesse, Santé & Citoyenneté, appellent d'une même voix le monde économique à poursuivre sa prise de conscience de la nécessité d'un changement de modèle et à la traduire dans les faits en s'affranchissant des tentations du déni, de la passivité, de l'opposition ou encore de l'évitement.

Ce sursaut est d'autant plus impératif pour le monde économique lui-même que les dérèglements environnementaux qui se renforcent chaque jour produisent et produiront des chocs qui mettront en péril tant les entreprises qui tentent de changer, que celles qui ferment les yeux.

Nombre d'entreprises ou de syndicats patronaux sont déjà conscients du problème à venir, mais les tiraillements subsistent et les faits tardent à se concrétiser dans un temps si contraint.

Et par-dessus tout, nous appelons l'ensemble d'entre-nous à faire de cette spirale de marché, qui pousse à la surproduction et au gaspillage un problème à caractère politique : il nous faut construire de nouvelles règles communes en adéquation réelle avec les enjeux actuels.

Cet avis du CESE traite de consommation durable. Il précise qu'il ne s'agit pas de maintenir la consommation actuelle dans la durée, mais bien de satisfaire un confort individuel et collectif raisonné : produire des objets faits pour durer et dont nous avons réellement besoin, en prendre soin et leur assurer de nouvelles vies lorsque nous n'en avons plus l'usage.

Ce travail commun sollicite un renforcement des politiques publiques qui touchent à la prévention et la gestion des déchets, à l'économie circulaire, à l'écoconception, à l'économie du partage ou encore à l'affichage environnemental.

Il interroge le devenir des propositions issues de la Convention citoyenne sur le climat. Il propose également une ambitieuse régulation du secteur de la publicité, afin de dépasser son actuelle vocation de propagande consumériste théorisée dès les années 1920 par Edward Bernays.

Au contraire, la publicité doit en partie jouer un rôle bénéfique, tant pour l'humain que pour l'environnement, et informatif pour accompagner un imaginaire cohérent avec le respect des limites planétaires et la construction du récit collectif de la transition.

L'appropriation des préconisations de cet avis doit passer par des politiques publiques nationales et locales assumant de promouvoir une économie de la sobriété et une économie du lien. Les instances de dialogue que sont les CESER et le CESE doivent y prendre leur part, en mettant au débat les besoins non satisfaits, la juste répartition de l'effort, les enjeux de relocalisation et de production, ainsi que les mesures d'accompagnement qui s'imposeront à destination des acteurs économiques et sociaux.

Les groupes Associations, Environnement et Nature, Organisations Etudiantes et Mouvements de Jeunesse et Santé & Citoyenneté ont voté en faveur de ce texte.

Ils tiennent à remercier les 3 rapporteurs qui ont permis d'arriver à des préconisations opérationnelles que le Gouvernement pourra mettre en œuvre facilement, afin de respecter les engagements de la France et ouvrir enfin une nouvelle voie vers un futur désirable.